



Argentine : qu'est-ce que le kirchnérisme ?

Sébastien Velut

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2016/3 Automne** , PAGES 23 À 35
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675116

DOI 10.3917/pe.163.0023

Date de mise en ligne : 05/09/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-23?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Argentine : qu'est-ce que le kirchnérisme ?

Par **Sébastien Velut**

Sébastien Velut, est professeur à l'université Paris 3 Sorbonne nouvelle. Il a dirigé l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) de 2011 à 2015.

Nestor et Cristina Kirchner ont présidé l'Argentine de 2003 à 2015, durée exceptionnelle dans l'histoire politique du pays. Cette continuité permet-elle de définir un mouvement comme le kirchnérisme, qui a évolué en fonction de la conjoncture internationale et des recompositions des alliances politiques ? Si sa continuité politique demeure incertaine, on peut le caractériser par trois articulations principales qui révèlent la portée et les limites de ce projet politique.

politique étrangère

Les premiers mois du gouvernement du président Mauricio Macri, élu fin 2015 pour succéder à Cristina Fernandez de Kirchner contre le candidat péroniste Daniel Scioli, sont marqués par l'exacerbation des tensions autour de l'héritage du kirchnérisme. Si la présidente sortante a conservé de forts soutiens et des partisans, nombre de ses proches sont sous le coup de procédures judiciaires pour enrichissement illicite dans l'exercice de leurs fonctions, et une vigoureuse campagne est menée contre eux par plusieurs grands quotidiens. Une enquête vise même Cristina Kirchner, soupçonnée d'avoir spéculé sur les taux de change, contre la monnaie argentine.

Quels que soient les fondements de ces accusations, ce renversement politique va au-delà d'une simple alternance car il s'accompagne d'une remise en cause profonde de l'héritage de 12 ans de ce qui s'est constitué comme le kirchnérisme. On peut toutefois se demander ce que recouvre cette dénomination, si elle désigne simplement un système de pouvoir organisé autour des deux présidents ou plus que cela : une vision de la société, une idéologie, un projet pour l'Argentine.

Pourtant, le kirchnérisme ne se laisse pas facilement caractériser. Il revendique un héritage et une inscription dans les courants de la gauche latino-américaine, qui se dit « progressiste », porteuse de transformations

sociales au bénéfice des plus pauvres (Dabène, 2012). Il reprend aussi le travail de mémoire et de justice sur les années de la dictature, ré-ouvrant des procès contre des responsables de tortures et de détentions illégales. Il construit un discours sur la refondation de l'État en opposition avec les réformes des années 1990 inspirées par le « Consensus de Washington ». Dans le même temps, le kirchnérisme se laisse aller à des formes de contrôle de plus en plus étroit du pouvoir, il se montre peu sensible aux questions environnementales, vulnérable face au retournement de la conjoncture économique internationale qui s'amorce en 2008 et, dans les dernières années, extrêmement clivant.

Il s'agit donc ici de poser quelques jalons permettant de caractériser le kirchnérisme, incarné successivement par Nestor Kirchner, président de 2003 à 2007 puis par son épouse Cristina Fernandez, qui gouverna pendant deux mandats successifs (2007-2011 puis 2011-2015). Douze années de continuité politique dans un cadre démocratique, durée tout à fait remarquable dans l'histoire politique de l'Argentine. Cristina Fernandez est le deuxième président, après Carlos Menem, à avoir mené à terme deux mandats consécutifs, autorisés par la réforme constitutionnelle de 1994. En dépit des difficultés qui se sont accumulées, notamment à la fin de son second mandat, Cristina Fernandez a bénéficié d'une forte légitimité politique, marquée par sa très large victoire aux élections de 2011 avec 54 % des suffrages. Inscrit à ses débuts dans ce que l'on a identifié à tort comme une vague de gauche se déployant en Amérique latine au début des années 2000, son mandat s'achève avec le resserrement des contraintes externes, c'est-à-dire en pratique la baisse des prix des matières premières qui affecte sévèrement les budgets publics.

Sans chercher à tirer un bilan complet de douze années de pouvoir, ni à porter sur celles-ci un jugement définitif, on voudrait ici insister sur trois points de tension principaux qui caractérisent cette période, tensions toujours irrésolues : les contradictions de l'économie politique installée par le kirchnérisme à la faveur de prix élevés des matières premières sur les marchés mondiaux et d'années de croissance vigoureuse pour l'économie argentine ; le débat idéologique et la capacité du kirchnérisme à proposer sa propre vision de l'Argentine et de l'Amérique latine ; les limites du programme de refondation de l'État après les décennies des réformes libérales.

Les contradictions de l'économie politique

Lorsque Nestor Kirchner parvient à la présidence, en mai 2003, il met fin à deux ans d'instabilité qui s'étaient ouverts à la fin de l'année 2001 avec l'effondrement de la monnaie et la crise de la dette. Celle-ci avait plongé

l'Argentine dans une crise économique, sociale et politique d'une extrême gravité et provoqué la démission du président Fernando de la Rúa, contraint de quitter en urgence le palais présidentiel. Nestor Kirchner doit faire face non seulement au défi consistant à retrouver une voie de croissance économique, seule solution possible pour résorber une pauvreté qui atteint en 2002 environ 45 % de la population urbaine, mais aussi pour redonner à la politique sa légitimité après les manifestations ponctuées par le slogan *Que se vayan todos* – qu'ils partent tous !

La relance économique se fait dès le début de la décennie, plus rapidement et facilement qu'on pouvait l'imaginer, une fois l'économie argentine libérée des entraves du taux de change fixe avec le dollar mis en place en 1991 pour juguler l'inflation. La baisse rapide du peso argentin au tiers de sa valeur en dollars dès la fin 2002 est un élément essentiel de la relance. L'autre est la valeur élevée des matières premières sur les marchés mondiaux, du fait notamment de la demande chinoise, avec un effet d'entraînement sur toute l'économie argentine.

L'Argentine se lance, comme d'autres pays de la région, sur la voie de la reprimarisation de son économie, ou plus exactement de ses exportations (Quenan et Velut, 2013). Une tendance qui correspond aux facilités proposées par une conjoncture favorable, plus qu'à une véritable stratégie. La croissance repose toujours sur des activités qui ont déjà, dans le passé, permis à l'Argentine de sortir de situations difficiles : en tout premier lieu la production et les exportations agro-alimentaires. La nouveauté, toute relative, est que, dans cette période récente, elles sont tirées par le soja. La production de soja dépasse les 50 millions de tonnes en 2015, faisant de l'Argentine le troisième producteur mondial après les États-Unis et le Brésil, les exportations culminant à 5 milliards de dollars en 2008, avant la baisse des cours mondiaux. À ces exportations s'ajoute celle des produits miniers. L'Argentine, longtemps espace de réserve pour les compagnies minières internationales, accueille désormais d'importants projets, notamment Bajo la Alumbra et Pascua Lama, situés tous les deux dans la partie andine du pays. Même si ces investissements avaient été définis avant les années 2000, grâce notamment à l'accord minier signé dans les années 1990 avec le Chili pour l'exploitation des ressources situées à la frontière, c'est dans cette décennie qu'ils rentrent pleinement en production.

Une relance agricole et minière

Après une chute du PIB d'environ 10 % en 2002, l'Argentine retrouve dans les années suivantes des taux de croissance supérieurs à 8 % par an, ce qui permet au PIB de rattraper, puis de dépasser en 2004 son niveau antérieur. Cette croissance s'accompagne d'une réduction rapide de la

pauvreté. En dépit des incertitudes de mesure, la pauvreté serait retombée à environ 13 % de la population urbaine en 2012, soit malgré tout près de 7,7 millions de personnes : une situation certes meilleure que celle du début des années 2000, mais qui s'inscrit dans une tendance longue de dégradation de la situation des classes populaires (Seman et Ferraudi Curto, 2016). En effet, si la création d'emplois a permis une amélioration des conditions de vie, nombre de ces emplois sont informels ou précaires.

De fait, la relance par les activités primaires se heurte à deux problèmes principaux sur lesquels le kirchnérisme n'est pas sans ambiguïtés. Le premier est environnemental. Qu'il s'agisse de la production de soja ou de l'extraction minière, il s'agit d'activités à fort impact environnemental et qui s'installent, de plus en plus, dans de nouveaux espaces. La croissance de la production du soja est ainsi portée par l'adoption de variétés génétiquement modifiées adaptées aux milieux semi arides du nord de l'Argentine, et non plus seulement à la pampa. Les techniques employées, et notamment l'usage massif du glyphosate, sont source de pollutions d'autant plus préjudiciables à la santé des populations que les épandages aériens sont fréquemment employés, et affectent les habitants des localités rurales. Le front pionnier du soja, qui s'étend sur les provinces du nord-ouest, s'accompagne de déforestation, de déplacements des populations autochtones et de spéculation sur les terres. Dans le même ordre d'idées, Cristina Kirchner soutient l'exploitation des gisements de gaz non conventionnels en Patagonie pour relancer une production déclinante, avec le gisement de Vaca Muerta. Elle soutient également la construction de barrages sur le fleuve Santa Cruz. D'où les fortes critiques de certains groupes, et notamment de la sociologue Maristella Svampa, qui dénonce le nouveau « consensus des commodités » où ont plongé les gouvernements se réclamant en Amérique latine d'une gauche qualifiée par Eduardo Gudynas de « gauche brune ».

Ces questions environnementales apparaissent comme un front important de la conflictualité sociale, qui ne passe plus, ou passe d'une manière différente, par des oppositions de classes. Elles mobilisent les populations locales directement affectées, mais aussi des militants politiques qui refusent de voir les populations sacrifiées sur l'autel de la croissance.

Le deuxième problème lié au modèle de reprimarisation est qu'il n'est que très peu créateur d'emplois, les activités agricoles et minières étant très fortement mécanisées. Se pose donc la question des transferts sociaux explicites, *via* des programmes redistributifs comme les allocations par enfant, le soutien aux chefs de famille et la construction de logements, mais aussi des transferts implicites, avec la création d'emplois publics et la

relance économique. L'allocation universelle pour les enfants (*Asignacion universal por hijo*) est mise en place en 2009, et s'inscrit dans la logique des transferts conditionnels. La croissance de l'emploi public a d'évidence constitué une des réponses au problème du chômage, même si les données précises manquent pour évaluer l'augmentation des effectifs. D'après le ministère de l'Économie, le nombre d'emplois des gouvernements provinciaux serait passé de 1,3 million à plus de 2 millions entre 2001 et 2014 – mais on ne dispose pas de données agrégées fiables sur l'emploi municipal. Quoi qu'il en soit, on retrouve ici un mécanisme bien connu en Argentine de compensation par l'emploi public dans les territoires moins favorisés, qui peuvent compter jusqu'à plus de 100 employés publics pour 1 000 habitants !

Cette expansion coûte cher à l'État, produisant donc une croissance de la dépense publique. D'après le ministère de l'Économie, la pression fiscale serait passée de 22 % du PIB en 2004 à 32 % en 2014, soit dix points de plus en dix ans. Cette augmentation des impôts porte inévitablement sur les activités les plus lucratives, c'est-à-dire les secteurs exportateurs de matières premières, au risque d'attiser les conflits entre État et producteurs.

Transferts sociaux et pression fiscale

Un conflit majeur se noue en 2008 entre la présidente Cristina Kirchner et les représentants du secteur agraire, incarné notamment par la puissante Société rurale argentine, autour de la taxation des exportations. La proposition du gouvernement d'augmenter les impôts sur les exportations déclenche une grève des producteurs ruraux, laquelle mobilise largement les petits et moyens producteurs. Le conflit se termine au mois de juillet 2008 avec le rejet au Sénat de la proposition de loi introduite par le gouvernement, grâce au vote du vice-président Julio Cobos, radical pourtant élu avec la présidente, et dont la décision est perçue comme une trahison par celle-ci et ses alliés du péronisme. Au-delà du manque à gagner fiscal, ce conflit marque une importante rupture entre la présidente et les secteurs du *Campo* d'une part, mais aussi avec la partie du radicalisme avec laquelle elle gouvernait. Cet échec conduit le gouvernement à accroître l'émission monétaire pour financer sa politique, et à appliquer progressivement un contrôle des changes et des taux administrés qui équivalent au prélèvement d'une taxe sur les exportations.

Les alliances du kirchnérisme se sont donc progressivement délitées, à mesure que s'accumulaient les difficultés économiques et les contraintes externes, et que s'aiguisaient les conflits sur le partage de la rente du sol. Disposant pourtant d'une majorité au parlement, Cristina Kirchner perd

progressivement ses appuis. Les législatives lui sont défavorables en 2009, mais surtout en 2013 quand le mouvement qui la soutient, le *Frente para la Victoria*, tombe à moins de 30 % des suffrages. Les quelques années de croissance ont certes permis un rattrapage rapide et une amélioration de la situation de l'emploi et de la pauvreté, mais elles n'ont pas suffi à améliorer significativement les infrastructures et à créer les conditions d'une prospérité durable. Les changements de politiques fiscales, et une position peu favorable aux entreprises ont également eu pour effet de décourager les investisseurs internationaux.

Les clivages idéologiques

Nestor Kirchner comme Cristina Fernandez se sont réclamés avec constance des valeurs de la gauche latino-américaine qu'ils avaient défendues lorsqu'ils étaient tous deux étudiants à La Plata dans les années précédant le coup d'État militaire de 1973. Cette inscription idéologique les place, au niveau international, auprès d'autres présidents se réclamant de la gauche en Amérique latine : Hugo Chavez Frias, président du Venezuela de 1999 à 2013, ou Evo Morales, président de la Bolivie à partir de 2005. Ces proximités, ces alliances, sont affichées en plus d'une occasion. Elles se traduisent concrètement par des livraisons préférentielles d'hydrocarbures du Venezuela à l'Argentine pour surmonter les crises énergétiques, mais entretiennent aussi la suspicion sur les conditions mises à cet appui.

Ces gouvernements constituent ainsi en Amérique latine une alliance qui se veut « contre-hégémonique », en opposition aux initiatives venues des États-Unis, notamment celle de l'aire de libre échange. Le sommet des Amériques de 2005 à Mar del Plata est l'occasion d'une démonstration de force face à George W. Bush, venu défendre l'idée d'une zone de libre-échange des Amériques (ALCA). Le conflit se solde par une rupture profonde entre deux blocs latino-américains : les pays proches des États-Unis, favorables au libre-échange, qui se regroupent dans l'Alliance du Pacifique (Mexique, Colombie, Chili, Pérou), et les pays de l'Alliance bolivarienne (Venezuela, Équateur, Bolivie, Nicaragua) dont l'Argentine se sent plus proche.

Ce choix isole l'Argentine de ses voisins chilien et uruguayen, avec lesquels les considérations de politique générale s'aggravent de conflits de proximité. Au début du mandat de Nestor Kirchner, un conflit se noue sur les rives du fleuve Uruguay, motivé par l'ouverture sur la rive uruguayenne d'usines de pâte à papier dont on craint la pollution. Des groupes locaux opposés à la construction coupent à plusieurs reprises le trafic international, et reçoivent le soutien inespéré de la présidence, qui

contribue à détériorer les relations avec l'Uruguay. Le conflit local devient différend international, porté devant la Cour internationale de justice, au détriment d'instances de conciliation régionales. Avec le Chili, l'incapacité de l'Argentine à honorer en 2003-2004 les fournitures de gaz naturel prévues et le choix d'interdire les exportations pour privilégier le marché intérieur créent une très sérieuse tension.

Les nations sud-américaines parviennent pourtant à créer une nouvelle institution régionale, l'UNASUR, dont Nestor Kirchner est le premier secrétaire général entre mai 2010 et son décès en octobre de la même année. Cette institution joue principalement un rôle d'instance de dialogue politique, en deçà des ambitions d'intégration commerciale qui avaient été portées par des institutions antérieures comme le marché commun du Sud (Mercosur) ou la Communauté andine des Nations (CAN).

Sur le plan intérieur, la vision politique du kirchnérisme se traduit notamment par la réouverture des dossiers judiciaires des responsables de la dictature, et un travail sur la mémoire des années de plomb. La sinistre École supérieure de la Marine (ESMA), qui avait servi de lieu de torture et de détention, est ouverte au public et transformée en musée de la Mémoire en mars 2007. Sur le plan judiciaire, le procès des responsables de l'opération Condor, qui se clôt en mai 2016, rouvre les dossiers et rend publique l'existence d'un réseau de répression alors soutenu par plusieurs États à l'échelle du continent. Même si les responsables jugés sont aujourd'hui âgés – l'ancien dictateur Reynaldo Bignone, né en 1928, est le seul survivant des présidents *de facto* de la période de la dictature – la réouverture des procès permet d'accumuler de nouvelles preuves des atrocités commises, et des responsabilités de l'État. Elle satisfait les associations de défense des victimes, et en particulier les Grands-mères de la place de Mai, qui ont été très proches des Kirchner. Les enquêtes permettent également de retrouver les filiations des enfants de victimes de la dictature, et contribuent à créer une relation forte entre les Kirchner, les Mères et les Grands-mères de la place de Mai, ainsi que les associations des filles et des fils de disparus.

Une relecture de l'histoire argentine ?

Une troisième dimension de l'idéologie du kirchnérisme invite à une relecture de l'histoire de l'Argentine, en lien avec le projet de réaffirmation de la souveraineté nationale au bénéfice du plus grand nombre, contre les forces de la réaction. Cette relecture se traduit notamment lors du bicentenaire de la Révolution de mai, qui donne lieu à une grande manifestation dans la capitale et à l'ouverture d'un musée de l'histoire nationale aux choix idéologiques clairement assumés.

Certaines figures sont revalorisées, comme celle de l'historien Jorge Abelardo Ramos (1921-1994), dont les œuvres sont rééditées par le Sénat et par l'éphémère secrétariat d'État à la Pensée nationale. Elles proposent un plaidoyer sur la défense des valeurs nationales contre les menées étrangères. Ainsi son *Histoire de la nation latino-américaine* (1968) soutient-elle la thèse suivant laquelle l'Amérique latine forme une seule nation, divisée par les puissances impériales au profit de leur domination, et qui doit trouver la façon de s'unir et d'élaborer un projet véritablement national, laissant de côté les idéologies importées. Jorge Abelardo Ramos se veut le penseur d'une gauche latino-américaine qui ne s'inscrit pas directement dans les courants marxistes, mais les utilise pour penser la réalité du continent dans sa spécificité. Il insiste sur les dangers qu'il y aurait à imiter des pratiques venues d'Europe, ou à appliquer des théories exogènes sans repenser la réalité latino-américaine, et appelle à fonder une vision originale du continent, dont il réaffirme l'unité, pour mieux le transformer.

Dans cette mobilisation, le mouvement *Carta abierta* (« Lettre ouverte ») se présente comme un « collectif d'intellectuels » qui entend contribuer à la réflexion idéologique – au sens fort du terme – du kirchnérisme, autrement dit à repenser les notions qui nourrissent le renouveau d'une gauche nationale. Parmi ces intellectuels, le directeur de la bibliothèque nationale Horacio Gonzalez, des journalistes comme Horacio Verbitsky, des philosophes comme Ernesto Laclau ou Ricardo Forster qui devient en 2014 secrétaire d'État à la pensée nationale. Ce mouvement publie des documents, assez riches, qui sans s'inscrire directement dans la logique du kirchnérisme, lui donnent un support intellectuel à partir d'une réflexion sur l'Argentine et l'Amérique latine, et critiquent avec virulence ses principaux opposants comme le maire de Buenos Aires Mauricio Macri.

Il montre la capacité du kirchnérisme à mobiliser nombre d'intellectuels qui critiquent la persistance de situations d'injustice sociale mais le soutiennent dans la mesure où il paraît s'opposer aux groupes dominants de l'oligarchie terrienne et des grandes entreprises. Il s'oppose ainsi aux intellectuels libéraux qui s'expriment dans la presse conservatrice, soutenant des thèses proches de l'orthodoxie économique, et inspirés par le libéralisme politique et dont l'un des chefs de file latino-américain est Mario Vargas Llosa. Invité au mois de mai 2016 à Buenos Aires, celui-ci déclarait : « L'Argentine renaît après de malheureuses décennies de populisme et de chimères sociales qui n'amènent que la misère. » (*El País*, 6 mai 2016.)

Ce mouvement se traduit aussi dans le durcissement de la position des grands groupes de presse éditant les principaux quotidiens : *Clarín* et *La Nación*. Ces derniers ont adopté une position critique du gouvernement à

partir du conflit de 2008 sur la taxation des exportations, en soutenant les positions des agriculteurs. La loi sur la presse de 2009 accentue le conflit, en limitant la concentration des médias. Elle vise principalement le groupe Clarin, qui se lance ouvertement dans une campagne systématique contre Cristina Kirchner. Le gouvernement répond dans des organes de presse plus proches de lui, comme le journal *Pagina/12*, et des émissions de télévision des chaînes publiques. Le conflit s'exacerbe au fil des mois, et rend le décryptage de l'actualité de plus en plus complexe.

La reconstruction de l'État

Le kirchnérisme s'est présenté comme un moment de refondation nationale. Il a combiné un vocabulaire de transformation sociale et la thématique du retour à des temps meilleurs. Au cœur de son vocabulaire figurent des mots comme récupération, refondation, renouveau, restauration, qui entretiennent l'idée, apparemment paradoxale, qu'il faut revenir en arrière pour aller de l'avant. Ce discours a une logique en Argentine, dont chacun sait qu'elle fut plusieurs fois promise au destin de grande puissance, sans que jamais elle ne le rencontre. Revenir vers les temps où l'Argentine se projetait avec force sur la scène internationale, c'est faire revivre l'espoir de construire une grande nation capable d'intégrer ses populations et de s'affirmer au plan international.

La refondation qu'ont voulu incarner les Kirchner entendait pourtant articuler deux dimensions incompatibles. Elle reposait d'une part sur l'exploitation des richesses du sol, qui fut toujours historiquement le fait des grands propriétaires terriens, des grandes familles, et est aujourd'hui menée par des entreprises privées en opposition avec l'État ou souhaitant un État libéral et réduit à sa plus simple expression. D'autre part, la consolidation de l'État, autre objectif affiché, s'est faite principalement dans les années du péronisme et du développementisme, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, au détriment des secteurs agraires et au bénéfice des classes moyennes et populaires urbaines. La jonction de ces deux dimensions aboutit inévitablement à un conflit social, dont la grève du *Campo* de 2008 fut une expression forte. Le kirchnérisme, soutenu par les classes moyennes et populaires urbaines, est plus proche des intérêts de ces dernières que de ceux des propriétaires et des entreprises privées.

La restauration de l'État apparaît comme une constante du discours kirchnériste dès ses débuts, en rupture avec les années 1990 et la vague néolibérale qui prônait la réduction de l'État et les privatisations des entreprises publiques. L'État, selon les Kirchner, doit être à nouveau l'acteur central du développement et de la redistribution sociale, orchestrés par un ministère de la Planification fédérale confié, durant toute cette période, à

l'architecte Julio de Vido. Issu de l'équipe des Kirchner dans la province de Santa Cruz, il a ainsi dirigé pendant 12 ans un ministère stratégique, créé par Nestor Kirchner pour contrôler les entreprises publiques et diriger les programmes d'investissements de l'État. Le mot même de « planification », banni du vocabulaire politique, y revient en force : des plans sont élaborés, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, pour relancer la croissance, améliorer l'équilibre entre les régions, et réaffirmer la capacité du politique à faire des choix pour l'avenir par-delà les dynamiques de marché.

De nouvelles entreprises d'État sont créées comme ENARSA, chargée, dans le domaine de l'énergie, d'explorer de nouvelles technologies et de répondre aux besoins de la croissance économique. La construction de la centrale nucléaire Atucha II, à proximité de Buenos Aires, paralysée dans les années 1990, est relancée. De grands travaux sont entrepris pour l'achèvement du grand barrage hydroélectrique d'Itaipu, afin qu'il puisse fonctionner à pleine puissance. Ces investissements dans les infrastructures doivent donner à l'économie argentine les moyens de son développement sous le contrôle de l'État.

Cette affirmation du rôle de l'État culmine avec des interventions directes. Au début de son mandat, Nestor Kirchner met fin au contrat de concession du service des eaux à Buenos Aires, accordé à un consortium international dirigé par l'entreprise française Suez, et recrée une entreprise publique, Aguas argentinas, pour fournir à la métropole les services d'adduction d'eau et d'assainissement. Quelques années plus tard, en 2011, la présidente Cristina Kirchner annonce la renationalisation de l'entreprise pétrolière YPF, vendue dans les années 1990 au groupe espagnol Repsol. Dans les deux cas, emblématiques et polémiques, les entreprises privées sont accusées non seulement de ne pas avoir respecté les dispositions contractuelles, mais surtout d'avoir travaillé au détriment des intérêts argentins. Dans le cas de Repsol-YPF, est pointée l'absence d'investissements dans l'exploration pétrolière, responsable du tarissement des réserves. Dans celui de la concession d'eau, l'absence de traitement des eaux usées et les retards dans l'extension du service aux quartiers défavorisés, constituent également des éléments à charge.

Quoi qu'il en soit du caractère fondé de ces accusations, qui ont fait l'objet de procédures judiciaires complexes, la reprise en main de ces secteurs emblématiques va bien au-delà de l'exigence d'une meilleure gestion. Elle affirme aux plans du discours et de l'idéologie la défiance des équipes en place vis-à-vis des entreprises privées, et leur préférence pour des formes d'économie administrée. Les nouvelles entreprises publiques mettent, au contraire, en place des éléments d'un développement social,

ou des formes de participation de la population aux travaux d'extension des réseaux de distribution d'eau. Dans le domaine de l'énergie, les tarifs très bas sont maintenus pour ne pas peser sur les ménages, ce qui oblige l'État à équilibrer les déficits des entreprises de distribution au prix de négociations complexes, qui aboutissent à des transferts équivalant de fait à une mise sous tutelle. Avec l'aggravation des déséquilibres de la balance commerciale, ces interventions et régulations se multiplient pour encadrer les importations et éviter la fuite des capitaux.

L'État s'affiche également dans le champ de la recherche et de la formation, en rupture avec les idées des années 1990. De nouvelles universités sont créées, principalement dans la périphérie de Buenos Aires mais aussi dans certaines provinces. Le centre de la recherche scientifique, le CONICET, est renforcé, et un ministère de la Science et de la Technologie créé. Ces efforts ont permis à un plus grand nombre de jeunes Argentins d'entrer à l'université : la population étudiante passe de 1,4 million à 1,8 million d'étudiants entre 2001 et 2011. Les chercheurs argentins expatriés sont invités à revenir prendre des postes relativement bien dotés, ou à intégrer des réseaux qui les remettent en communication avec des laboratoires argentins. Le ministère de la Science s'efforce de coordonner les activités des organismes de recherche en lien avec les besoins des divers secteurs économiques.

L'ensemble de ces interventions n'a pas nécessairement restauré la confiance dans l'État argentin et dans les institutions, tant les formes des décisions ont pu être contestables. Le grand organisme national de statistique, l'INDEC, a rapidement été accusé par l'opposition de maquiller les chiffres du chômage et de l'inflation : des enquêtes menées par des groupes de presse ont fait état d'écarts croissants entre l'inflation officielle et celle que mesuraient leurs propres enquêteurs. De nombreuses interventions publiques, notamment dans le domaine du logement social, sont apparues dictées plus par des conjonctures locales, ou des rapprochements politiques, que par la nécessité de répondre aux besoins des plus modestes. L'action de l'État a contourné les institutions locales pour s'appuyer sur des organisations de la société civile, privilégiant une logique de proximité politique vis-à-vis de l'esprit des institutions fédérales. S'il y a bien eu renforcement de l'État, dont les budgets ont sans conteste augmenté, il s'est traduit par un niveau accru de centralisation dans la prise de décision, qu'il s'agisse du plan fédéral de logement, du fonctionnement des grandes entreprises renationalisées, ou du financement de nouvelles universités nationales directement rattachées au ministère de l'Éducation. Sur le plan symbolique, cette centralisation s'est traduite, à l'occasion des festivités du bicentenaire de 2010, par une grande manifestation organisée à Buenos Aires.

Un État interventionniste

Un kirchnérisme au-delà des Kirchner ?

Le mandat de Cristina Kirchner s'achève dans un climat extrêmement tendu. La présidente qui voulait rassembler divise, et le pays est au bord de la crise. Les dérapages du taux de change et l'instauration d'un marché parallèle pour le dollar pour contourner le contrôle mis en place rappellent aux Argentins de bien fâcheux souvenirs. La présidente fait l'objet d'attaques toujours plus violentes de la part de la presse d'opposition, et tend à se replier sur un cercle étroit de proches, notamment le réseau dit de la Campora – du nom de l'éphémère président péroniste Héctor Campora –, qui regroupe de jeunes militants dont certains occupent des fonctions clés, et dont fait notamment partie Maximo Kirchner, fils du couple présidentiel.

Faut-il pour autant dresser du kirchnérisme un bilan négatif ? On peut certes pointer du doigt les contradictions dans lesquelles il s'est progressivement enfermé et, surtout, sa vulnérabilité face aux retournements de la conjoncture internationale, et sa difficulté croissante à dialoguer. La reconstruction de l'État est incomplète, elle manque d'efficacité et de transparence, et ne peut s'interpréter seulement par l'augmentation du nombre des fonctionnaires. L'action publique a accompagné la croissance plus qu'elle ne l'a suscité. Le fédéralisme a été mis à mal par les formes très centralisées de l'exercice du pouvoir. Après la rupture de 2008, le dialogue avec l'opposition des agriculteurs, comme avec la presse, devient impossible.

On pourrait sans doute ranger le kirchnérisme, avec le péronisme, au rayon des idéologies politiques proches du populisme, largement incompréhensibles de l'extérieur. Il faut pourtant faire l'effort de distinguer les hommes et les femmes qui ont incarné le kirchnérisme, et dont plusieurs sont aujourd'hui soupçonnés d'enrichissement personnel, mis en accusation dans des campagnes de presse d'une exceptionnelle ampleur, des idées qu'ils ont incarnées. Ces idées : une plus grande justice sociale, une meilleure redistribution des gains de la croissance, un travail approfondi sur la mémoire et les droits de l'homme, un État actif garantissant les chances de tous les Argentins – ces idées restent certainement d'actualité.



Mots clés

Argentine
Amérique latine
Kirchnérisme
Populisme

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Acuna C. (dir.), *Dilemas del Estado argentino : Política exterior, economica y de infraestructura en el siglo XXI*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2014.

Dabène O., *La Gauche en Amérique latine (1998-2012)*, Paris, Presses de Sciences po, 2012.

Kessler G. (dir.), *La sociedad argentina hoy : radiografia de una nueva estructura*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno, 2016.

Quenan C. et Velut. S. (dir.), *Les enjeux du développement en Amérique latine*, Paris, Agence française de développement, 2013.

Sarlo B., *La audacia y el calculo, Kirchner 2003-2008*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2011.

Svampa M. et Viale E., *Maldesarrollo : la Argentina del extractivismo y del despojo*, Buenos Aires, Katz, 2014.

